

**M. Lewis:** Plus mal en point.

**M. Grier:** Je crois qu'il est irréflecti de la part d'un parti de demander à quiconque d'appuyer une proposition aussi vide que celle qu'il nous a soumise ces derniers mois, une proposition si imprécise. Ce serait un acte irréflecti de la part de la Chambre que de l'adopter ou de l'appuyer. Cette proposition est si imprécise que, sans parler des prix élevés d'aujourd'hui, ce serait acheter chat en poche. Les témoignages s'accumulent qui montrent que le blocage des prix et des salaires est simplement inefficace. Quand on les débloque, les prix montent. Demandez-le aux boycotteurs aux États-Unis, où a commencé le boycottage des produits alimentaires; demandez-le aux habitants de Detroit, qui vont acheter leur épicerie à Windsor; demandez-le aux habitants du Texas qui se rendent à Juarez, au Mexique, pour acheter leur viande. Monsieur l'Orateur, ce n'est pas une solution.

Cela m'amène à dire quelle a été mon impression—car je veux prendre soin de ne pas attribuer des motifs à la Chambre—face à l'attitude prise par le parti conservateur au comité depuis le tout début. Le député de Northumberland-Durham nous l'a rappelé, elle a été constamment négative. Son parti accuse le gouvernement d'essayer de se soustraire à ses responsabilités et a continuellement exprimé des doutes sur la possibilité que le comité accomplisse quelque chose. Cette attitude négative, me semble-t-il, s'est manifestée également dans son apport même aux travaux du comité. Entre autres choses, elle l'a constamment amené à décourager les efforts tentés pour obtenir du personnel pour le comité, pour lui permettre d'examiner ces questions qui, de notre avis à tous, devaient être examinées.

Je n'ai pas eu l'impression que les membres du parti conservateur faisaient un effort sérieux pour persuader d'autres membres du comité d'adopter leur point de vue. Quoi qu'il en soit, ils n'ont pas révélé leur point de vue de façon formelle avant la fin des audiences du comité et, à mon avis, ils n'ont pas essayé sérieusement non plus d'apporter des arguments pour l'appuyer. Je peux assurer la Chambre qu'il y a très peu d'arguments en faveur de leur thèse.

● (2110)

Maintenant ils prétendent que le gouvernement n'avait pas de politique. Eh bien? Ceci n'est pas nouveau. Mais certainement le comité a fourni aux parlementaires une occasion de construire une politique au lieu de retomber dans les accusations vides et stériles de nature politique comme celles que nous avons entendues ce soir. Aussi il m'a souvent semblé que certains députés de l'opposition conservatrice s'intéressent plus à faire de la question des prix alimentaires un problème politique comme le député de Northumberland-Durham a promis que ce serait le cas, qu'à essayer de trouver des réponses pour les Canadiens.

Il me semble également que certains commentateurs des media ont partagé ou même encouragé le sentiment général que le travail du comité et, en vérité, jusqu'à il y a quelques jours, celui du Parlement même, était futile. C'est leur droit, mais cela n'a pas facilité l'étude d'un problème dont la solution a jusqu'à présent échappé à tous les gouvernements canadiens de quelques tendances qu'ils soient. Si l'accusation d'encourager le scepticisme est trop forte, je dis qu'ils ont suscité chez les gens l'espoir qu'on peut faire quelque chose de définitif et de sensationnel, faux espoir étant donné la complexité reconnue du sujet. Mais recherchons-nous des essais théâtraux ou des solutions? Il ne manque pas de solutions simplistes et sensa-

### *Prix de l'alimentation*

tionnelles. Pour les essais théâtraux je vous donne le discours du député de Northumberland-Durham. Pour les solutions, monsieur l'Orateur, je vous donne une Commission d'étude des prix.

Si les Canadiens attendent du Parlement ou du comité, ou d'un parti quelconque, des miracles en ce qui concerne l'augmentation des coûts, et l'augmentation des coûts alimentaires en particulier, ils seront déçus. Ni les uns ni les autres ne peuvent le leur offrir. Mais nous avons l'obligation d'essayer d'instaurer un peu de justice, d'équité, dans tout le système de fourniture de produits alimentaires aux Canadiens. Et je suis prêt à étendre cela à la question des prix. Si nous pouvons réussir à ce que le gouvernement approuve la création d'une commission de révision des prix alimentaires qui prendra les mesures qui s'imposent, nous aurons fait plus ces trois derniers mois, pour établir des prix justes, dans le domaine de l'alimentation en particulier, que le Parlement n'a fait au cours des trois dernières décennies.

**M. Jim Fleming (York-Ouest):** Merci, monsieur l'Orateur, de m'avoir accordé la possibilité de participer au débat. Tout d'abord, j'aimerais faire un commentaire, si je le puis, sur la proposition qui a été présentée par le député de Northumberland-Durham (M. Lawrence)—ou peut-être devrais-je en parler comme de l'amendement qui a été déclaré irrecevable.

A la différence de l'orateur qui m'a précédé, je ne dirai rien des qualités de comédien du député de Northumberland-Durham, mais l'argument était celui-là même qu'on a fait valoir devant le comité il y a une semaine ou dix jours, et ce fut effectivement la décision de tous les membres du comité, sauf l'opposition officielle. Nous croyions avoir obtenu certaines attributions et avoir la responsabilité de nous y conformer. Ce serait politiquement facile de les outrepasser, non pas tant pour notre propre parti, qui se rangerait sûrement du côté du gouvernement, mais pour les deux autres partis au moins, mais ils ont été assez sérieux au moins pour reconnaître le caractère de nos attributions, tenir bon et faire de leur mieux pour venir à bout du problème épineux qui se posait. Aussi, à propos de cet amendement qui a été déclaré irrecevable par la présidence, j'aimerais dire ceci. Si l'opposition ne peut rédiger un amendement, comment pourrait-elle établir le contrôle des salaires et des prix et le rendre efficace?

Il est certain que le public s'intéresse à la tendance des prix des aliments au Canada. On en a beaucoup parlé dans les journaux pendant des mois, bien longtemps avant que le comité ne commence à siéger. Chaque citoyen, riche ou pauvre, membre d'une famille nombreuse ou non, habitant un centre rural ou urbain au Canada en a fait l'expérience. Les gens se rendent chaque semaine dans les magasins et, dans la plupart des cas, lorsqu'ils achètent des denrées alimentaires, ils doivent payer comptant et lorsqu'il existe le genre de tendance inflationniste auquel fait face le monde occidental tout entier, rien ne met plus en lumière ce problème que nous devons tous essayer de régler. Tous les partis s'efforcent honnêtement à leur façon de le faire ou proposent des moyens d'y arriver. Cependant, les gens ne sont jamais aussi conscients du problème que lorsqu'ils vont acheter de la nourriture et voient les prix qui montent inexorablement. Personne ne nie ce fait, certainement pas les députés de ce côté-ci de la Chambre.

Le comité a tenu quatre ou cinq réunions sérieuses par semaine pendant plus de deux mois. Les députés se rendent sûrement compte de la tâche ainsi accomplie, d'autant plus que bien d'autres comités se réunissaient en même temps pour tenter de résoudre les problèmes auxquels le pays fait face. C'est une lourde tâche que se sont